

**Zeitschrift:** Bulletin de la SHAG : revue annuelle de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève  
**Herausgeber:** Société d'histoire et d'archéologie de Genève  
**Band:** 1 (1892-1897)  
**Heft:** [5]  
  
**Artikel:** Quelques actes du XIVe siècle relatifs à Genève  
**Autor:** Favre, Édouard  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1002699>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 12.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# QUELQUES ACTES DU XIV<sup>E</sup> SIÈCLE

## RELATIFS A GENÈVE

---

Il y a quelques années déjà, M. le comte Amédée de Foras m'envoyait les copies de documents relatifs à Genève, dont les originaux se trouvent dans les riches archives de son château de Thuyset<sup>1</sup>. Je publie aujourd'hui celles de ces pièces qui sont relatives au XIV<sup>e</sup> siècle, avec l'avant-propos et les notes que j'avais cru devoir y ajouter lorsque je les ai lues à la Société d'histoire<sup>2</sup>.

Que M. de Foras reçoive l'expression de ma gratitude pour l'obligeance qu'il a mise à me communiquer ces documents et à en collationner le texte avec les originaux !

Le premier acte (n° I) nous apprend que le 13 avril 1320, Perronet de Saint-Apre, fils, lui-même, de Perronet de Saint-Apre, citoyen genevois<sup>3</sup>, a vendu, à la demande d'Édouard de Savoie<sup>4</sup>, agissant au nom et pour le compte de son père Amédée V, ses maisons et biens sis dans la ville de Genève, vers Saint-Germain. Ces biens touchent d'une part à la rue qui tend de Saint-

<sup>1</sup> Près Thonon (Haute-Savoie).

<sup>2</sup> Séance du 28 mars 1889.

<sup>3</sup> Galiffe (*Notices généalogiques*, t. I, p. 246-248) mentionne un Pierre, au lieu d'un Perronet, comme père de Perronet, père lui-même de Perret ou plutôt de Pierre ; Pierre, Perret, Perronet, sont le même nom que les notaires écrivaient tantôt d'une manière tantôt d'une autre.

<sup>4</sup> Amédée V, comte de Savoie, mort en 1323, eut deux fils : Édouard, comte de Savoie de 1323 à 1329, et Aimon qui succéda à son frère et mourut en 1343. Aimon fut le père d'Amédée VI, le comte Vert, qui fut comte de 1343 à 1383.

Germain vers la maison de Cholay, d'autre part au chesal<sup>1</sup> qui appartenait autrefois à Perronet de Villars<sup>2</sup>; ces biens sont contigus dans leur partie supérieure aux chesaux de la rue des Chanoines<sup>3</sup>, actuellement rue Calvin, dans leur partie inférieure à la plaine commune de Palais, soit Plainpalais<sup>4</sup>. Ces dites maisons sont tenues par Perronet en fief du Chapitre de Genève, auquel il paye trois sols par an.

Cette vente a lieu à la condition que le comte donnera en fief à Perronet et à ses hoirs les biens ainsi vendus. Perronet s'engage à prêter l'hommage lige, sous toute réserve des droits de l'Église et du Chapitre et des libertés et franchises<sup>5</sup> des citoyens et habitants de la ville. Sous ces réserves, Perronet s'engage à protéger les biens que le comte a et aura dans la ville. Le comte s'engage à ne pas violer les libertés et franchises de la ville. Les serments sont prêtés de part et d'autre et acte en est dressé dans la maison de derrière de Nicolet Picolier<sup>6</sup>, un partisan de la maison de Savoie.

Parmi les témoins de cet acte, je citerai, comme connu, Hugues d'Espagny dit de Saint-Apre, curé d'Andilly, qui fut, de 1317 à

<sup>1</sup> Les auteurs du *Régeste genevois* traduisent *casale* par *casal* et *casalia* par *casals*; en Savoie on dit encore *chosal*; Godefroy, dans son *Dictionnaire de l'ancienne langue française*, ne parle pas de cette dernière forme mais bien de *chesal* et *chesaux* qui sont les termes que nous adopterons.

<sup>2</sup> Perronet de Villars est citoyen de Genève en 1290, *Régeste genevois*, n° 1311.

<sup>3</sup> Nous croyons pouvoir identifier le nom de « Brunouz » avec celui de « Bornua » qui désignait ce qui est maintenant la rue Calvin. M. D. G., t. III, p. 179; t. VIII, p. 297. D'autre part, les biens vendus auraient, suivant cette hypothèse, une bien grande étendue.

<sup>4</sup> C'est ainsi que les auteurs du *Rég. gen.* (n° 1066) traduisent « *communi Palacio.* »

<sup>5</sup> D'après Éd. Mallet (M. D. G., t. II, 1<sup>re</sup> part., p. 273), les franchises sont mentionnées dans des actes dès 1285.

<sup>6</sup> Le 19 juin 1301, une maison est vendue à Genève au comte de Savoie « *ante domum Nycoleti Pycolerii.* » *Rég. gen.*, n° 1487. Un Nicolas Picolier, qui peut être identifié à Nicolet, est conseiller à Genève en 1318; il testa le 20 novembre 1333; en juin 1306, il sert de témoin à Amédée V, comte de Savoie; en mai 1307, un Nicod Picolier est évidemment du parti de Savoie. *Rég. gen.*, n°s 1586 et 1605; — *Obituaire de l'église cathédrale de Saint-Pierre*, éd. Albert Sarasin, dans M. D. G., t. XXI, p. 269, n. 1.

1350, recteur de l'hôpital de Notre-Dame du Pont à Genève et pour l'anniversaire duquel Pierre de Saint-Apre payait la somme de vingt sous par an <sup>1</sup>.

Cet acte du 20 avril 1320 montre le comte de Savoie cherchant à se faire des partisans à Genève. A ce moment, Édouard de Savoie s'était rendu dans cette ville avec le sire de Beaujeu; à la suite d'un différend qui avait éclaté entre le vidomne et l'évêque Pierre de Faucigny, il avait offert son arbitrage; l'évêque l'ayant refusé, le 22 avril, deux jours après la signature de l'acte, le prince Édouard était entré en armes avec une partie des citoyens dans le château de Genève; après s'en être emparé, il l'avait détruit, enlevant les meubles et les provisions qui appartenaient à l'évêque <sup>2</sup>. « Ce qui ressort de cet ensemble de faits, dans le détail desquels nous n'avons pas à entrer ici, c'est la désaffection des citoyens pour l'évêque; c'est le besoin énergique d'une protection sociale suffisante pour garantir la sécurité des personnes et des propriétés; c'est enfin, l'influence croissante des princes de Savoie, envisagés comme les plus capables d'offrir cette protection et de faire contrepoids aux prétentions ecclésiastiques <sup>3</sup>. » La chartre que M. de Foras nous a communiquée est une preuve de la justesse de cette conclusion de Charles Le Fort.

Trente-deux ans plus tard, Perret, fils de Perronet, confirme l'acte du 20 avril 1320 et se reconnaît l'homme lige du comte de Savoie Amédée VI. L'acte est passé, les 7 et 8 février 1352, à Versoix, dans la cour du château. Parmi les témoins se trouve Girard Tavel, qu'on peut identifier soit avec le chanoine de Saint-Pierre de ce nom, soit plutôt avec Girard Tavel, fils d'Henri, qui fut syndic en 1364 et en 1365 <sup>4</sup>; on remarque, également parmi les témoins, Berlion ou Barle de Foras, « un des guerriers dont le nom honore le plus les fastes de Savoie au « XIV<sup>e</sup> siècle <sup>5</sup>. »

<sup>1</sup> *Obituaire*, éd. citée, p. 169 et n. 4.

<sup>2</sup> M. D. G., t. XVIII, p. xxx-xxxI.

<sup>3</sup> *Ibidem*, p. xxx.

<sup>4</sup> *Ibidem*, p. 241 et J.-A. Galiffe, *Matériaux pour l'histoire de Genève*, Genève, 1829, 2 vol. in-8, t. I, p. 504.

<sup>5</sup> Chev<sup>r</sup> de Saluces, *Souvenirs militaires des États sardes*, p. 64, cité par A. de Foras, *Armorial et nobiliaire de l'ancien duché de Savoie*, t. II, p. 411.

Dans un acte (n° II) du 26 septembre 1383 figure Béatrix de Saint-Apre, fille et héritière de Pierre <sup>1</sup> de Saint-Apre, femme de noble et puissant Nicolas d'Hauteville; elle possédait la maison dite de Saint-Apre <sup>2</sup> contiguë aux murs et remparts de la ville, et une partie de cette maison formait la muraille même. Béatrix, ainsi que ses prédécesseurs, avait toujours réparé à ses propres frais cette partie de sa maison qui sert de mur d'enceinte et elle assure qu'elle continuera à le faire ainsi. Ayant égard aux frais qu'entraîne cet entretien ainsi qu'aux nombreux services gratuits et « curialités » que Béatrix et ses prédécesseurs ont rendus et rendent encore à l'Église de Genève, Jean de Murol, évêque de Genève <sup>3</sup>, dispense Béatrix et ses descendants de toute contribution, taille ou subside prélevés pour la réparation des murailles et de tout impôt et de toute taxe, ne laissant à sa charge que la réparation de la partie de sa maison qui sert de rempart à la ville. Cette immunité ne concerne que la maison de Saint-Apre et ne doit pas être étendue aux autres biens que Béatrix peut posséder. Cet acte est passé à Villeneuve-lez-Avignon et confirmé par l'antipape Clément VII (Robert de Genève).

Cette dispense de toute contribution à la réparation des murs de la ville n'est pas un privilège sans importance; en effet, le prédécesseur de Jean de Murol, Guillaume de Marcossey (†1378), fit de grands travaux pour fortifier Genève : « pendant les dernières années de son épiscopat, deux taxes furent décrétées « pour la réparation et la construction des murs de la ville :

<sup>1</sup> Appelé Perret par Galiffe, *Notices généalogiques*, t. I, p. 248; ce Pierre doit être identifié avec le Perret mentionné ci-dessus, p. 480, et dans l'acte n° I.

<sup>2</sup> La maison de Saint-Apre était située à l'angle formé par la rampe et la rue de la Treille, vis-à-vis de l'Hôtel de Ville (actuellement rue des Granges, n° 16). Galiffe, *Genève historique et archéologique*, Genève, 1869, in-4, p. 264; — M. D. G., t. I, 2<sup>me</sup> partie, p. 38, n. 9.

<sup>3</sup> Jean de Murol fut nommé évêque de Genève par Grégoire XI, le 27 janvier 1378; il vécut presque constamment à la cour de Clément VII qui, en 1385, lui fit quitter l'évêché de Genève pour le nommer évêque de Saint-Paul-Trois-Châteaux, puis la même année, cardinal. Voy. l'abbé Albanès, *Les évêques de Saint-Paul-Trois-Châteaux au quatorzième siècle*, dans le *Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers*, t. VI, 1885-1886, p. 57-61.

« l'une de 600 florins, votée le 15 juillet 1375, et qui se percevait  
« par des contributions hebdomadaires; l'autre de 1000 florins,  
« votée en décembre 1377, et dont la perception dura jusqu'en  
« juillet 1379. Tous les citoyens, bourgeois et habitants y étaient  
« soumis; le clergé seul en était exempt, mais y contribua sépa-  
« rément <sup>1</sup> ».

C'est également sous l'épiscopat de Jean de Murol qu'eut lieu un arbitrage entre l'évêque d'une part et le comte de Genevois d'autre part au sujet du pont sur l'Arve (acte n° III). Déjà en 1374, sous l'épiscopat de Guillaume de Marcossey, Richard de Viry, châtelain de Ternier, avait été mis à l'interdit pour avoir saisi un bac dans le port que l'évêque avait sur l'Arve, sous le prétexte que celui-ci tardant à réparer le pont détruit par une inondation, les communications étaient interrompues trop longtemps; puis il avait reconnu avoir dépassé son droit, il avait restitué le bac et l'interdit avait été levé <sup>2</sup>.

Il paraît cependant que le différend n'avait pas été définitivement apaisé, que le châtelain de Ternier avait élevé à Pont d'Arve un pont sans le consentement de l'évêque et que celui-ci l'avait de nouveau frappé de l'interdit, car, d'après un acte de 1381, on eut recours à un arbitrage. Robert Chambrier <sup>3</sup>, vicaire général de l'évêché dès 1378, fut nommé arbitre pour l'évêque et Antoine Caigne <sup>4</sup>, chancelier et juge-mage du comte de Genevois, arbitre pour le comte de Genevois, Pierre <sup>5</sup>, fils d'Amédée III.

Les arbitres devaient se prononcer sur le pont volant qui avait été construit à Pont d'Arve, entre Genève et Carouge, du côté

<sup>1</sup> M. D. G., t. XVIII, p. 344.

<sup>2</sup> *Ibidem*, p. 320-322.

<sup>3</sup> Robert Chambrier, chanoine de Genève dès 1356, conseiller de cette ville en 1364, official dès 1372, vicaire général de l'évêché dès 1378. *Obituaire*, éd. citée, p. 245, n. 2.

<sup>4</sup> Antoine Caigne est déjà mort en 1392, car, dans son testament du 24 mars 1392, Pierre, comte de Genevois, demande à Olivier, bâtard de Genève, son neveu, d'épouser la fille de son défunt chancelier « filiam « quondam domini Antonii Caigne, perantea cancellarii sui. » Ch. Le Fort, *Les derniers comtes de Genevois*, dans M. D. G., t. XXIII, p. 130 et 162.

<sup>5</sup> Voy., sur Pierre, comte de Genevois, le mémoire précité de Charles Le Fort.

de Ternier, tandis que des bandes armées (*societates*)<sup>1</sup> étaient dans le Grésivaudan et tout autour du comté de Savoie.

Les gens de Guillaume de Marcossey, — ce qui prouve bien que le débat remontait à cet évêcat, — soutenaient que le pont sur l'Arve appartenait en propre à l'évêque, que celui-ci avait toute juridiction sur ce pont et que l'interdit ecclésiastique lancé contre le châtelain de Ternier devait être observé. Les gens du comte assuraient que l'évêque percevait, il est vrai, pour le pont qu'il était tenu de construire à ses propres frais, le droit de pontonage et d'autres redevances annuelles, mais que l'usage, le péage et toute juridiction appartenaient au comte de Genevois. Les gens du comte ajoutaient que le pont avait été fait pour le bien du peuple et non dans le but de nuire à qui que ce fût, si ce n'est aux ennemis du comte; ils rappelaient enfin que le comte Amédée III de Genevois, père du comte actuel, lorsqu'il était en guerre avec Hugues de Genève, sire d'Anthon, avait fait élever en ce même lieu deux ponts volants et beaucoup d'ouvrages en bois pour la garde du dit pont; ils persistaient à dénier à l'évêque la juridiction à laquelle il prétendait.

Le 23 août 1381, les arbitres, réunis à Annecy, décidèrent que d'une part le pont du comte de Genevois devait être supprimé, que d'autre part l'interdit devait être levé et que toutes choses devaient être remises en l'état où elles étaient auparavant.

Dans un acte (n° IV) passé le 1<sup>er</sup> avril 1360, entre Pierre et Richard de Confignon et leur oncle Jean de Confignon<sup>2</sup> d'une part et le Chapitre de Genève d'autre part, nous trouvons des noms qui ne sont pas sans intérêt, entre autres une longue énumération de chanoines : Jean de Quintal, prévôt du Chapitre (depuis 1360)<sup>3</sup>, Jean de la Roche, chantre<sup>4</sup>, Girard Tavel, Jean de Montgelat, Étienne de Pitegny, Guillaume du Bois, Pierre de Cluses, Ro-

<sup>1</sup> On peut voir dans ce terme une allusion aux Grandes Compagnies et probablement à celle, dite des Bretons, qui envahit le Dauphiné et le Grésivaudan en 1375. L. Cibrario, *Storia della monarchia di Savoia*, t. III, p. 231; — M. D. G., t. XVIII, p. 416.

<sup>2</sup> Sur ces membres de la famille de Confignon, voy. A. de Foras, *Armorial et nobiliaire de Savoie*, t. II, p. 142-143.

<sup>3</sup> *Obituaire*, éd. citée, p. 116, n. 3.

<sup>4</sup> M. D. G., t. XVIII, p. 298 et 312.



dolphe de Montmayeur, Jean de Bochet, Jean de Meigy, Durand Pescadrez, Guillaume et Jacques Fournier, Robert Chambrier, Pierre de Vigny, Rodolphe de Saint-Gervais et Guillaume Tonerat. Presque tous sont mentionnés dans l'*Obituaire*. Notons encore un Aymonet de Genthod, citoyen de Genève.

Enfin on trouvera dans l'analyse d'un acte du 16 juin 1396 (n° V) d'intéressants détails sur les propriétés de Girard de Confignon à Genève et sur la topographie de la ville. Rappelons seulement que la rue de la Boulangerie, à cette époque, était la partie de la Grand'Rue qui s'étend de la Pélisserie à la place de l'Hôtel-de-Ville<sup>1</sup>; que l'emplacement du Bourg neuf n'est pas encore déterminé, mais qu'il faut le chercher entre la ville haute et les rues basses, probablement entre le Perron et la Pélisserie<sup>2</sup>, et que le Crêt Saint-Laurent correspondait au versant oriental et septentrional de Saint-Antoine.

Parmi les personnages mentionnés dans cet acte, nous pouvons relever les noms de Girard Trombert, chanoine de Genève, — qui possédait dans la rue de la « Bolongery » une maison touchant à celle des hoirs de messire Robert Chambrier et à celle des hoirs de Jean de Menton<sup>3</sup>, — de Jean de Tingeron<sup>4</sup>, de Pierre de Magnier, etc... Girard Trombert, licencié ès lois, curé de la Madeleine en 1377, vivait encore en 1408<sup>5</sup>. Pierre de Magnier fut curé de Saint-Gervais à Genève, chanoine de Genève, chanoine de Lausanne, prévôt de Saint-André de Grenoble; il testa le 19 juin 1421 et mourut le 25 juillet de la même année. L'inscription de son tombeau, retrouvée en 1680 et publiée par Spon (*Histoire de Genève*, éd. de 1730, t. II, p. 379), rappelle qu'il dota l'autel de saint Blaise dans la chapelle des Macchabées où il fut enterré<sup>6</sup>.

Édouard FAVRE.

<sup>1</sup> Galiffe, *Genève historique et archéologique*, p. 159.

<sup>2</sup> *Rég. gen.*, n° 937 n. et Galiffe, ouvr. cité, p. 100, n. 3.

<sup>3</sup> Note de M. de Foras.

<sup>4</sup> Sur les Tingeron, voy. Galiffe, *Notices généalogiques*, t. I, p. 258 et suiv.

<sup>5</sup> *Obituaire*, éd. citée, p. 31, n. 3.

<sup>6</sup> Cette note est empruntée à l'*Obituaire* (éd. citée, p. 292, n. 2); l'acte que nous citons permet de la rectifier sur un point; il prouve que Pierre de Magnier était déjà chanoine en 1396.



I

**22 avril 1320 et 7 et 8 février 1352.**

Hommage prêté par Perronet et par Perret [Pierre] de Saint-Apre  
au comte de Savoie.

*Le 7 février 1352, Perret [Pierre] de Saint-Apre, damoiseau, citoyen de Genève, prête hommage-lige à Amédée VI, comte de Savoie, pour certains revenus, biens et fiefs qu'il tient tant de son chef paternel que du comte de Savoie, sauf la fidélité qu'il doit à l'Église et au Chapitre de Genève, en suivant la reconnaissance passée par Perronet de Saint-Apre, feu père dudit Perret [Pierre], en faveur de feu de bonne mémoire messire Édouard de Savoie, celui-ci recevant au nom de feu de bonne mémoire Amédée de Savoie, son père, dont suit teneur. Il promet d'être vassal fidèle, et le comte de Savoie « dicto Perreto promisit bona fide franchise et libertates civitatis Gebennarum non infringere nec infringere nec infringi sustinere quoquomodo. »*

Tenor vero dicti instrumenti de quo superius fit mentio sequitur in hec verba :

Anno Domini millesimo tercentesimo vicesimo, indicione tercia, die martis ante festum beati Georgii, per hoc publicum instrumentum cunctis appareat evidenter quod cum Peronetus, filius quondam Peroneti de Sancto Apro, civis Gebennarum, jure ecclesie atque capituli Gebennensis ubique semper salvo, vendiderit... ad requisitionem illustris viri domini Edduardi de Sabaudia nomine et ad opus illustris viri domini Amedei comitis de Sabaudia patris sui... et suorum qui post ipsum fuerint comites comitatus sepedicti, domos et alia ipsius Peroneti de Sancto Apro existentes seu existentia infra clausuras seu curtinas domorum predictarum et in quantum se extendunt ante et retro clausure seu curtine domorum earundem sitarum in civitate Gebennarum, versus Sanctum Germanum, juxta viam que tendit de Sancto Germano

versus domum de Cholay ex una parte, et juxta casale seu curtile quod olim fuit Peroneti Vilarii ex alia, et a parte superiori juxta casalia dictorum Brunouz, et a parte posteriori juxta comunidades de Palacio, jure in omnibus ecclesie et capituli Gebennensis, a quo dicte domus in feudum teneri ut dicitur dignoscuntur, semper salvo. Cujus feudi tres solidi annue pensionis debentur capitulo supradicto. — Item..... decem libratas terre annui redditus assetandas super redditibus et bonis ipsius Peroneti sufficienter et allodio pro tribus centum libris bonorum denariorum gebenn. habitorum et receptorum per ipsum Peronetum, ut asserit, vendidit. Ita tamen quod idem dominus comes..... dicto Peroneto pro se et suis heredibus..... dicta bona sic vendita daret in feudum pro homagio ligio per ipsum Peronetum et suos successores qui feudum tenerent faciendi (*sic*) sepedicto domino comiti..... Sabaudie, ecclesia atque capitulo Gebenn., libertatibus seu franchisesiis, civibus et habitantibus civitatis semper salvis. Que dictus Peronetus tueri et deffendere liberaliter valeat, homagio non obstante supradicto et salvo quod villam et civitatem Gebenn. et omnia que idem dominus comes ibidem tenet, tenebit vel habebit contra omnes servare et jurare teneatur, ecclesie atque capitulo Gebenn., a quo dicte domus teneri in feudum dignoscuntur, libertatibus, civibus et habitantibus, ut superius exprimuntur, semper salvis. Quiquidem venditor de predictis bonis ipsi Peroneto facta recitatione de articulis supradictis ex parte ipsius Peroneti per quos et proponit ecclesiam atque capitulum Gebenn., libertates cives et habitatores civitatis Gebenn. fore salvas..... Quod homagium ligium, exceptis ecclesia et capitulo, idem Peronetus..... incontinenti fecit dicto domino Edduardo..... oris osculo mediante, et confitetur etc..... Promittens dictus Peronetus, etc..... Idem dominus Edduardus promittit..... eidem Peroneto franchisesias et libertates civitatis Gebenn. non infringere quoquomodo..... tactis Evangeliiis sacrosanctis etc..... Actum Gebennis, in domo posteriori Nycoleti Picolerii, domino Petro domino Valuffini, domino Guillelmo condomino Castellionis in Michallia, domino Hugone de Salino, militibus, domino Hugone de Espaignie presbitero, Petro Francisci et Anthonio de Claromonte ad hec testibus vocatis et rogatis. Ego vero Rifferius de Vernier, imperialis aule notarius

publicus, qui hanc cartam registratam scripsi, subscripsi, signoque meo signavi, tradidi et complevi.

Premissa vero, quoad investituram et homagium dicti Perreti, acta sunt, prout superius describuntur, apud Versoiam, in castro dicti loci ubi ad hec testes vocati fuerunt et rogati videlicet : domini Johannes Ravaysii legum doctor, dominus sancti Mauricii, et Berlio de Foras, milites, ac Johannes de Molario dictus Frila domicellus, ac plures alii fidedigni. Subsequenter vero, anno [1352] et indicione quibus supra, die octava dicti mensis februarii, in aula castri Versoie, presentibus testibus..... videlicet Girardo Tavelli de Gebennis, Stephaneto Mailleti de Versoia et Roletto de Meyrins, idem Perretus..... volens, ut asserit, attendere, complere..... que promisit....., sciens, volens ante terminum anni et diei feuda specificare et designare....., confitetur se tenere velle et debere in feudum ligium et nobile a dicto domino comite..... redditus allodiales et domos..... Promittens..... Actum ut supra. Ego vero Bonifacius de Mota, Gratianopolitane diocesis, imperiali auctoritate et ipsius domini nostri comitis notarius publicus, interfui..... recepi..... et per Anthonium Mailleti de Chamberiaco, coadjutorem meum..... per me deputatum....., ipsum instrumentum expedivi.

## II

### **26 septembre 1383.**

Jean de Murol, évêque de Genève, dispense Béatrix de Saint-Apre, pour sa maison de Saint-Apre, de toute contribution à la construction ou à la réfection des murailles de la ville.

Johannes, miseracione divina episcopus Gebennarum, universis et singulis presentes nostras literas inspecturis salutem in Domino et presentibus dare fidem. Cum nobilis fidelis nostra Beatrix de Sancto Apro domicella, filia quondam et heres nobilis viri Petri de Sancto Apro uxorque nobilis et potentis viri Nicolai

de Altavilla domicelli, in civitate nostra Gebennarum habeat et possideat quandam domum, de Sancto Apro vulgariter nuncupatam, muris seu meniis ejusdem nostre civitatis contiguam, cujusquidem domus aliqua pars muros seu menia ipsius civitatis facere dignoscitur, quantum ipsa domus protenditur in longum, quam domum eciam et partem illam que predicta menia facit Beatrix ipsa ac predecessores sui a quibus in ipsa domo causam habet, soli et in solidum, propriis eorum oneribus, sumptibus et expensis reparare, reedificare et de novo construere sunt soliti et tenentur, ac Beatrix ipsa hoc idem facere et suis successoribus imposterum se facturam offerat. Nos, attentis sumptibus, expensis et oneribus hujusmodi que Beatrix ipsa pro retentione, reparatione et reedificatione partis predictae domus menia facientis supportat et sui supportabunt et tenebuntur imposterum successores, attentis etiam quamplurimis gratuitis serviciis, obsequiis et curialitatibus per Beatricem eandem et suos predecessores impensis nobis et ecclesie nostre Gebennarum et que peramplius per eosdem Nicolaum et Beatricem et eorum successores speramus impendi, certis etiam et justis causis aliis nostrum ad hoc animum moventibus, predictae Beatrici fidei nostre ejusque heredibus et successoribus imposterum, de gracia speciali, ex certa nostra scientia, pro nobis et successoribus nostris episcopis, tenore presentium perpetuo concedimus et indulgemus quod ad refectionem, reparationem aut constructionem quamcumque menium dicte civitatis seu contributionem talliarum, subsidiorum, graciosorum donorum seu quorumcumque munerum realium, personalium et mixtorum, preterquam ad refectionem, reparationem et reedificationem partis domus sue predictae menia facientis, cum aliis civibus et incolis dicte civitatis nostre, ratione dicte domus de Sancto Apro dumtaxat, contribuere minime teneantur in futurum. Tenore presencium ex nunc ex nostra certa scientia volentes et decernentes ipsam domum de Sancto Apro ab omnibus supradictis muneribus et eorum quolibet fore liberam et immunem, ac ipsos Nicolaum et Beatricem eorumque heredes et successores, ratione munerum predictorum, vel locum aliqua ex causa dicte domus imposterum non posse molestari seu inquietari per cives, incolas et alios quoscumque cujuscumque condicionis existant qui vel quorum aliqui jure vel consuetudine tallias, subsidia vel alia

munera suprascripta in dicta civitate nostra imponere haberent quoquomodo vel petere. Hanc tamen nostram gratiam quoad alia dicte Beatricis bona volumus non extendi. In cujus rei testimonium presentes literas nostras eidem concessimus, nostri sigilli appensione munitas. Datum et actum apud Castrum novum Avinionensis diocesis, anno a nativitate Domini millesimo trecentesimo octuagesimo tertio, indictione sexta, die vicesima sexta mensis septembris, pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri domini Clementis, dominica providencia pape septimi, anno quinto.

*Cette pièce est précédée par des lettres du pape Clément confirmant et répétant, presque mot pour mot, l'acte ci-dessus qui vient après ces mots : « tenor autem dictarum literarum talis est. »*

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis et supplementi infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum apud Villam novam Avinionensis diocesis, VII kalendas novembris, pontificatus nostri anno quinto.

G. de mandato domini nostri pape

Edmundus.

*(Le sceau manque.)*

### III

#### **23 août 1381.**

Arbitrage entre Pierre, comte de Genevois, et Jean de Murol, évêque de Genève, au sujet d'un pont sur l'Arve.

Nos Robertus Camerarii, vicarius et officialis reverendi in Christo patris et domini domini Johannis, Dei et apostolice sedis gratia episcopi Gebennensis, et Antonius Cagnacii, cancellarius et judex major comitatus Gebennensis, commissarii in hac parte et arbitri seu arbitratores comuniter electi a prefato domino epis-

copo et illustri principe domino nostro domino comite Gebennensi, ad arbitrandum, ordinandum seu declarandum super questione mota inter gentes prefatorum dominorum episcopi et comitis super edificatione et erectione pontis levatorii edificati in Ponte Araris, a parte Terniaci, dum societates exstabant in Grezivaudano et circumeirca comitatum Sabaudie. Ex quo, gentibus predecessoris prefati domini episcopi tunc instantibus et injuratum episcopum fore dicentibus, — quia asserebant et proponebant dictum pontem Araris prefato domino episcopo soli et insolidum pertinere et juredictionem omnimodam habere, — interdictum ecclesiasticum contra castellanum Terniaci in castellania dicti loci auctoritate concilii Viennensis mandatum fuit observari. Ex quo, gentes prefati domini comitis dicebant prefatum dominum comitem esse injuratum, asserentes quod quamvis dictus dominus episcopus dictum pontem faciat et facere teneatur suis sump-  
tibus, ipse, propter hec, pontonagium et certa tributa in singulis hospitiis exstantibus inter Ussiam et Arerem<sup>1</sup> recepit annuatim, usu, pedagio et omni juridictione prefato domino comiti pertinentibus. Eciam quia dictus pons levatorius erectus fuit pro conservacione populi et non in prejudicium alicujus nisi inimicorum terram prefati domini comitis invadere et destruere volentium, dicentes eciam quod in dicto ponte per inclite recordacionis dominum Amedeum, comitem Gebennensem quondam, genitorem prefati domini comitis, ibidem duo pontes levatorii et eciam plura chaffalia ad custodiam dicti pontis erecta fuerunt et ibidem steterunt, durante guerra quam habebat prefatus dominus Amedeus comes cum domino Hugone de Gebennis quondam, prout per testes necnon per computos domini Galesii de Balma quondam, tunc baillivi comitatus Gebennarum, qui de expensis dictorum pontium et chafallium particulariter computavit, parati erant super omnibus informare; dicto domino episcopo seu ejus gentibus quecumque proposita contra ipsum episcopum et suam juridicionem negantibus et dicentibus ut supra, et dicto domino comite proposita per ipsum episcopum negante et dicente ut supra. Quibus omnibus visis et auditis, nos prefati arbitri sive arbitratores, pro bono pacis et concordie, ordinavimus et ordi-

<sup>1</sup> Soit entre le torrent des Usses et l'Arve.

namus quod dictum ecclesiasticum interdictum et dictus pons statim tollantur et revocantur. Ita quod per hoc nullum prejudicium juri parcium predictarum propter hoc generetur, nec jus aliquod propter hoc acquiratur in predictis et circa predicta cuique parcium predictarum, sed omnia sint in statu in quo erant ante erectionem dicti pontis per dictum castellanum Terniaci ultimo factam, et sic hujusmodi questionem sedatam et arrestatam perpetuo duraturam pronunciamus et declaramus per presentes. Datum et actum apud Anissiacum, burgum Gebennensis diocesis, die vicesima tertia mensis augusti, anno Domini millesimo tercentesimo octuagesimo primo. In quorum testimonium nos Robertus, vicarius et officialis ut supra, sigillum magnum curie nostre Gebennarum, et nos Anthonius, predictus iudex comitatus Gebennarum ut supra, sigillum adjudicature dicti comitatus duximus apponenda ad majoris roboris firmitatem.

*Le sceau de la jugerie mage du Genevois ne paraît pas avoir été apposé, le lemnisque ne portant aucune trace de cire.*

*Le sceau de la cour épiscopale de Genève existe, assez oblitéré. Le grand sceau a, en dedans du cercle de la légende, un diamètre de 17 millimètres, il est rond; il présente, dans une niche, saint Pierre, des attributs indéchiffrables, et la fin de la légende ..... IE GEBEN..... Il n'y a pas place pour un écusson aux armes de l'évêque au-dessous de saint Pierre; la matrice qui a fourni ce sceau est donc différente de celle dont parle Blavignac (Armorial genevois, p. 289).*

## IV

**1<sup>er</sup> avril 1360.**

Le Chapitre de Genève accorde à Richard et à Pierre de Confignon, ainsi qu'à leur oncle Jean, le droit de racheter pendant neuf ans les biens que ceux-ci lui ont vendus.

In nomine Domini, Amen. Per hoc presens publicum instrumentum cunctis appareat evidenter quod anno a nativitate Domini millesimo tercentesimo sexagesimo, indictione XIII<sup>a</sup> cum



codem anno sumpta, kalendas aprilis, in mei notarii et testium subscriptorum presencia personaliter constituti venerabiles viri domini : Johannes de Quintaz prepositus, Johannes de Ruppe cantor, Girodus<sup>1</sup> Tavelli, Johannes de Montegelato, Stephanus de Pitign[iaco], Guillelmus de Bosco, Petrus de Clusis, Rodulphus de Montemajori, Johannes de Bochetto, Johannes de Meygiez, Durandus Peschadre, Guillelmus et Jacobus Fornerii, Robertus Camerarii, Petrus de Vign[iaco], Rodulfus de Sancto Gervassio et Guillelmus Tonerat, canonici ecclesie Gebennarum, assistentes supra claustrum ipsius ecclesie capitulantesque ibidem et capitulum facientes, ut est moris, ex una parte, et vir nobilis dominus Richardus de Confignyons miles, ex altera. Cum ita sit, prout asserunt dicte partes, quod viri nobiles domini Petrus de Confignyons, miles, et prefatus dominus Richardus, tunc domicellus nunc miles, et Johannes de Confignyons, eorumdem fratrum patruus, perpetue vendiderint capitulo supradicto certas res et possessiones ipsorum fratrum et patruui, precio centum florenorum auri boni ponderis, quas res et possessiones idem capitulum postmodum venditoribus antedictis albergavit pro viginti octanis frumenti annualibus, ad mensuram Gebennarum, dandas et solvendas per dictos fratres et patruum capitulo supradicto singulis annis perpetuo in festo beati Michaelis, prout in quodam publico instrumento manu Guichardi de Bosco, notarii publici, confecto plenius dicitur contineri. Hinc est quod prenominati domini canonici, ut supra capitulum facientes, voluerunt et de gratia speciali concesserunt prefato domino Richardo presenti, stipulanti et recipienti nomine suo et predictorum domini Petri et Johannis fratris et avi (*sic*) suorum, necnon et michi notario publico infrascripto, tamquam publice persone sollemniter stipulanti et recipienti, nomine et ad opus omnium et singulorum quorum interest et interesse poterit in futurum, quod non obstantibus venditione, cessione....., in instrumento superius designato manu predicti Guichardi confecto contentis....., ipsi fratres et patruui (*sic*) aut eorum heredes..... per eos vendita et censum annuum frumenti per eos ut supra debitum possint et debeant reemere, rehabere et reachetare a capitulo supradicto pro precio supradicto..... quo-

<sup>1</sup> *Lisez* : Girardus.

cienscunque voluerint ab hinc usque ad novem annos a data presencium proxime et continue numerandos, videlicet a quolibet festo Omnium Sanctorum usque ad Pascha..... Acta fuerunt hec supra claustrum predictum ecclesie predictae, anno, indictione, die et mense quibus supra, presentibus Reymondo de Corberia domicello, Aymoneto de Gentouz civi Gebennarum, Stephano nutrito predicti Reymondi, Aymoneto Mercerii clerico, cum pluribus aliis testibus fidedignis, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis. Meque Perreto Marescalli clerico Gebennarum, publico imperiali auctoritate notario, qui hoc presens publicum instrumentum rogatus conscripsi fideliter et signavi. P.

## V

**16 juin 1396.**

Extraits d'une reconnaissance de fief par Girard de Confignon.

*Girard de Confignon reconnaît tenir en fief noble de Girard, seigneur de Ternier et de Château-Gaillard, entre autres revenus concernant Genève :*

1° *Une redevance annuelle due par les héritiers de Guillaume de Menthon et de Nicolette sa mère pour une maison sise à Genève, « in loco dicto de la Bolongery, juxta furnum de la Bolongery ab occidente et domum domini Girardi Tromberti ab oriente, et coheret viis publicis a partibus anteriori et posteriori. »*

2° *Une redevance annuelle due par Béatrix, fille de feu Gentet « carnificis, » pour un chesal de maison (casale domus) sis à Genève, « in carreria de la Bolongery, juxta domum liberorum Mermete Murat ex una parte et domum heredum dicti Olivet Mugnerii ex altera, et affrontat cuidem casali dicte Beatricis a parte boree et vie publice a parte anteriori, » et une autre redevance due par la dite Béatrix pour un autre chesal de maison sis à Genève, « in burgo novo, juxta domum venerab. capituli Gebennensis ex una parte et domum et casale vener. domini Petri de Magnier, canonici Gebennensis, ex altera et affrontat vie publice. »*

3° Une redevance due par la dite Béatrix et Jeannette, sa sœur, pour une oche de terre au territoire de St-Léger, juxte le curtil des hoirs d'Étienne de Meyrens d'une part, la terre d'Aymon Cusin et de sa femme d'autre part, et affrontant deux voies publiques des autres côtés. Outre la dite redevance, elles doivent aussi le mutage « secundum mores civitatis Gebennarum. »

4° Une redevance due par Guillaume Lombard, notaire de Genève, pour deux fosserées de terre sises à Genève, « prope crestum Sancti Laurentii, juxta viam publicam tendentem versus Bonam ex una et crestum Sancti Laurentii ex altera. »

5° Item sex denarios annuales sibi annualiter debitos per magistrum Petrum des Arsons, habitorem Gebennarum, pro quadam pecia prati sita apud Collognier, in prato Vuarchex, juxta pratum dicti magistri Petri... et nemus heredum Roleti Pagani et heredum Mariete Jurigumery <sup>1</sup>, etc.

6° Item triginta solidos quos dictus confitens levat et percipit communi existimatione pro jure suo minute leyde, fustalie et socularium <sup>2</sup> in civitate Gebennarum.

7° Item triginta solidos gebenn. de redditu quos dictus confitens percipit singulis annis in civitate Gebennarum pro jure suo piscature Rodani.

8° Item unum cros de bous<sup>3</sup> quem percipit et percipere consuevit singulis annis perpetue in vigillia festi Omnium Sanctorum in macello prediete civitatis, valere existimatum per annum sex solidos.

.....

<sup>1</sup> Ou : Jurigunery.

<sup>2</sup> Redevance sur les souliers vendus en certains lieux.

<sup>3</sup> Cuisse de bœuf? Du latin *crus*. Du Cange, *Glossarium*, au mot : *Crura*.